

Performance des grands groupes bancaires français au 31 décembre 2021

février 2022

Remarque liminaire : Comme indiqué à la fin de ce document (« Méthodologie de l'analyse »), l'objectif de cette publication est de présenter, sur la base des communiqués annuels et des slides investisseurs publiés, ainsi que des états financiers non audités, les principaux indicateurs de performance des quatre grands groupes bancaires français (BNP Paribas, Société Générale, BPCE et Crédit Agricole) et d'apporter des commentaires sur les événements significatifs de la période et l'information financière associée.

Chiffres clés au 31 décembre 2021

Malgré un environnement économique largement conditionné par la diffusion du virus et la réponse sanitaire et financière des différents Etats (déploiement de la vaccination, stratégie de confinement, mesures de soutien), les quatre principaux groupes bancaires français ont réalisé en 2021 une performance exceptionnelle, comme le montrent les niveaux de revenus et de résultats de l'année :

- produit net bancaire cumulé de 134,6 milliards d'euro soit +9,9% par rapport à l'exercice 2020 ; et
- résultat net cumulé de 28,2 milliards d'euro soit + 115% par rapport à l'exercice 2020.

Bien qu'il faille mettre en perspective l'évolution de ces indicateurs avec le contexte particulièrement dégradé qui avait prévalu en 2020, le fort rebond de l'activité commerciale a profité à tous les métiers qui ont su accompagner leurs clients dans la relance en jouant pleinement leur rôle dans le financement de l'économie en France et en Europe.

Outre cette excellente performance d'ensemble, les quatre groupes bancaires français affichent également des bilans solides avec un portefeuille de crédits de très bonne qualité et des ratios de capital élevés, tout en dégageant une bonne rentabilité et en offrant à leurs actionnaires un rendement attractif.

Répartition des revenus par activités

Sur l'ensemble de l'année 2021, le niveau de progression des revenus est variable selon les activités : +15,4% sur les métiers d'épargne, +10,9% dans la Banque de financement et d'investissement et +5% pour la banque de détail.

Aussi, la part attribuée aux activités de Banque de détail dans le total du PNB des établissements recule (64% en 2021 contre 67% en 2020). Elle progresse pour les activités d'épargne (24% contre 23% en 2020).

Indicateurs clés pour les 4 grands groupes bancaires français au 31/12/2021

Un niveau d'activité toujours très soutenu

PRODUIT NET BANCAIRE

31/12/2020	31/12/2021
122,5 Mds €	134,6 Mds €

+9,9%

Coefficient d'exploitation moyen en baisse

-3,8%

RESULTAT NET

31/12/2020	31/12/2021
13,1 Mds €	28,2 Mds €

+115%

Coût du risque en baisse

-51%

Des bilans très solides

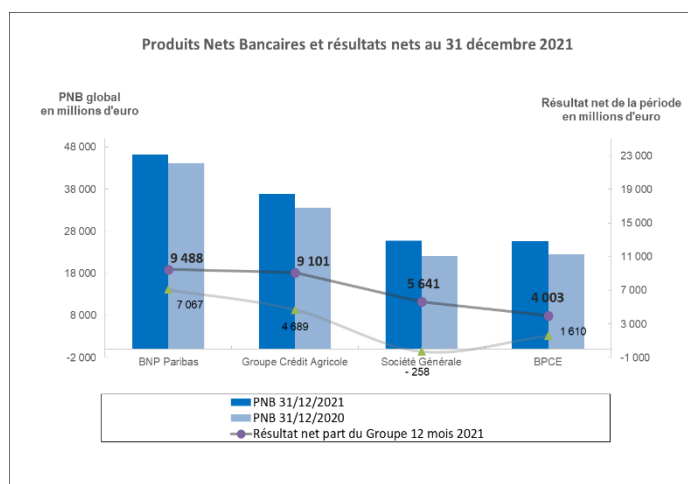
RATIO DE CET 1

31/12/2020	31/12/2021
14,85%	14,98%

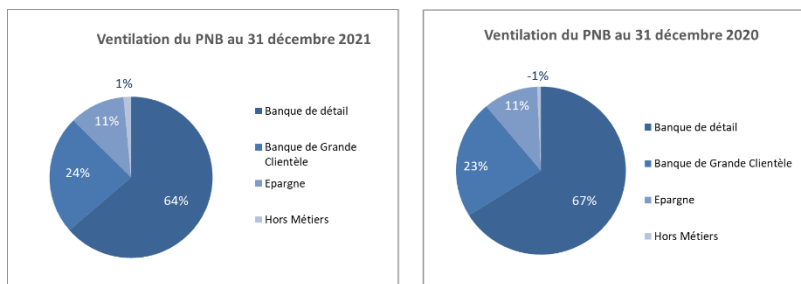
RESERVES DE LIQUIDITE

31/12/2020	31/12/2021
1 420 M€	1 475 M€

Source des données : communiqués de presse et slides investisseurs au 31 décembre 2021



Source des données : communiqués de presse et slides investisseurs au 31 décembre 2021



Source des données : communiqués de presse et slides investisseurs au 31 décembre 2021

Éléments non opérationnels et non récurrents

Sur l'exercice 2021, les éléments non opérationnels et non récurrents du groupe Crédit Agricole ont eu un effet positif de +589 millions d'euro sur le résultat net part du groupe, incluant principalement :

- le trop-versé des contributions au titre du FRU sur les exercices 2016 à 2020 pour +185 millions d'euro ;
- l'enregistrement d'un badwill net provisoire sur Creval, banque lombarque acquise via la filiale en Italie du groupe, pour +321 millions d'euro.

Ces éléments s'élèvent à 1 438 millions d'euro pour BNP Paribas et n'incluent pas la plus-value significative de la vente de Bank of the West qui sera enregistrée sur l'exercice 2022. Ils enregistrent notamment l'impact de plus-values réalisées sur des cessions d'immeubles pour +486 millions d'euro, la cession de titres Allfunds pour +444 millions d'euro et la cession d'une participation détenue par BNP Paribas AM pour +96 millions d'euro.

Le groupe Société Générale mentionne quant à lui la cession des activités de gestion d'actifs de Lyxor (+439 millions d'euro), la plus-value immobilière Haussmann (+185 millions d'euro) ainsi qu'un ensemble de charges de transformation et de restructuration pour 379 millions d'euro. BPCE enregistre des éléments non récurrents négatifs à hauteur de 423 millions d'euro, composés exclusivement de coûts de transformation et de restructuration.

Dans la banque de détail, une activité commerciale très dynamique tout au long de l'année

Les activités de la banque de détail ont enregistré une croissance solide tout au long de l'année 2021 après avoir été lourdement impactées en 2020 par les mesures de restrictions sanitaires. Les initiatives de digitalisation et d'amélioration de l'efficacité opérationnelle ont permis d'observer une très bonne dynamique commerciale, avec une forte hausse des encours de crédit et de la collecte au bilan.

31.12.2021 vs. 31.12.2020	Dépôts	Crédits
BNP Paribas	8,6%	4,2%
Société Générale	6,0%	6,6%
BPCE	6,0%	6,2%
Crédit Agricole	6,0%	5,4%

Source des données : communiqués de presse et slides investisseurs au 31 décembre 2021

Banque de détail en France

Dans le groupe Crédit Agricole, le PNB des Caisses régionales progresse fortement (+5,9%), porté par la hausse des encours de crédit (dont +7,8% sur les entreprises) et de la collecte bilan. La conquête brute croît fortement (+1 218 000 clients). LCL connaît une dynamique similaire et bénéficie également d'une très forte production de crédits au dernier trimestre (+24% par rapport au T4 2020). CACF enregistre une nette hausse des encours gérés, tout comme la production de crédit-bail (+20%) pour CALF.

Le groupe communique enfin sur plusieurs initiatives porteuses de croissance future pour le groupe, et notamment le lancement de CA Mobility proposant une offre conjointe entre CACF et CAL&F de location longue durée d'automobiles en France en circuit long, en circuit court et auprès de la clientèle des banques de proximité du Groupe (Caisse Régionales et LCL).

De son côté, le groupe BNP Paribas souligne une hausse des crédits aux particuliers et une accélération des crédits aux entreprises en fin d'année. Les commissions moyens de paiement et cash management progressent fortement. La croissance des revenus des métiers spécialisés se poursuit, avec notamment :

- Arval (+19,5%), dont le parc financé poursuit sa progression (+6,2%) ;
- Leasing Solutions (+7,7%) dont les encours de financement augmentent de +4,3% (supérieur à 2019) ;
- Nickel (+24,9%), qui poursuit son développement en France (2,4 M de comptes ouverts cette année) ;
- Personal Investors, dont les actifs sous gestion progressent de +28,3% en lien avec la bonne performance des marchés et une hausse du nombre de nouveaux clients.

Les revenus du groupe Société Générale ressortent en hausse de +4,8% (hors PEL/CEL). La marge nette d'intérêt est soutenue par des effets de rattrapage liés à la bonification du TLTRO et aux PGE. Les commissions affichent une bonne dynamique. Les encours de crédit des réseaux Société Générale et Crédit du Nord sont soutenus par la croissance des prêts immobiliers et des crédits moyen-long terme aux entreprises et professionnels. La progression des encours bilan est portée par les dépôts à vue. Sur Boursorama, les encours moyens de crédits et d'épargne progressent fortement (respectivement +28% et +25%).

Chez BPCE, les revenus des réseaux Banque Populaire et Caisse d'épargne progressent respectivement de +8,7% et de +4,7%, bénéficiant d'une forte hausse des encours de crédits et d'épargne. Les revenus du pôle Solutions et Expertises financières progressent, portés par la bonne dynamique des métiers dans un contexte de reprise économique. Dans le Crédit à la consommation, l'activité de prêt personnel croît de +19% sur un an grâce au rebond de la consommation des ménages. La production de crédit-bail progresse de +22%, et la reprise se confirme sur les métiers d'affacturage (+12% de chiffre d'affaires affacturé en 2021).

Banque de détail à l'international

Sur l'année 2021, les revenus du pôle Banque de proximité à l'internationale de Crédit Agricole progressent fortement, à l'image de CA Italia (+21,8% ce trimestre par rapport au T4 2020) qui bénéficie toutefois de l'effet de la consolidation depuis le mois de mai 2021 de Credito Valtellinese. Sur l'année 2021, la production est restée très dynamique, notamment dans les crédits habitat et malgré une moindre production de crédits entreprises (effet base avec la mise en place de PGE sur l'année 2020). Hors Italie, Crédit Agricole a annoncé en août 2021 la cession de sa filiale Serbe, Credit Agricole Srbija A.D. qui devrait se finaliser au premier semestre 2022.

De son côté, les revenus de BNP Paribas sont en légère hausse. Sur la zone Europe-Méditerranée, le groupe évoque une bonne dynamique commerciale avec une hausse des encours de crédit et des dépôts dans tous les pays. Le PNB de BancWest progresse de +2,1%, porté par la hausse des commissions. Les revenus d'intérêt sont stables. L'activité commerciale est toujours très soutenue : la production de crédits est en hausse, notamment auprès des particuliers et des PME.

Dans le groupe Société Générale, la production de crédits et des dépôts a confirmé au quatrième trimestre son rebond sur l'ensemble des géographies. Les revenus en Europe sont en hausse. Ils bénéficient de la remontée progressive des taux d'intérêt, d'un bon dynamisme commercial et d'une croissance des commissions. Sur le segment des particuliers, l'activité reste solide dans le crédit à la consommation spécialisé. En revanche, les revenus de SG Russie sont en

baisse, pénalisés d'une part par une compression temporaire des marges sur les particuliers, et d'autre part par un élément non récurrent affectant la comptabilisation des commissions. En Afrique, Bassin méditerranéen et Outre-Mer, l'activité a bien résisté avec une amélioration progressive de la dynamique commerciale malgré la persistance de tensions sur les chaînes d'approvisionnement et la forte baisse du tourisme.

Une bonne performance des métiers de « Gestion d'épargne et Assurance »

Chez Société Générale, le PNB du pôle Gestion d'actifs et banque privée s'inscrit en hausse de +6,1%. Le métier a bénéficié d'une forte activité commerciale : les actifs sous gestion augmentent de +12% sur l'année. Les revenus de la Banque Privée progressent de +3,1%. Sur l'activité d'assurance, la progression des primes d'assurance dommages et de la prévoyance s'accompagne d'une amélioration du taux de pénétration de la base client. A l'international, l'activité d'assurance vie-épargne bénéficie d'une augmentation des encours par rapport à fin décembre 2020.

Les revenus du pôle Gestion institutionnelle et privée de BNP Paribas progressent de +14,7% et sont en hausse dans tous les métiers. Ils sont portés par la croissance des commissions financières, en hausse avec la progression des encours et des volumes de transaction. Le PNB progresse également avec la hausse des revenus liés à l'activité de crédit du métier Wealth Management, et la très forte hausse des revenus du métier Asset Management (effet performance et forte collecte nette, notamment sur les fonds thématiques). Les revenus des activités d'assurance du groupe progressent de +3,7%, portés par une hausse de la collecte brute et une progression de l'activité Protection. Le métier poursuit le développement de ses partenariats, en renouvelant en 2022 un accord avec Volkswagen Financial Services destiné à proposer des produits d'assurance dans 16 pays.

Sur 2021, le PNB des activités de Gestion d'actif de Crédit Agricole progresse fortement du fait de conditions de marché favorables, ainsi que d'une hausse des commissions nettes de gestion et de surperformance. Les revenus des activités de gestion de fortune progressent légèrement. Sur le segment épargne / retraite, Crédit Agricole Assurances poursuit son développement commercial et sa diversification, en France comme à l'international. Les encours sont en hausse par rapport à décembre 2020. Enfin, l'activité d'assurance dommages est portée par le lancement d'offres à destination des entreprises (offre IARD Entreprise et Multirisque pro) et d'une nouvelle assurance auto enrichie d'une offre inclusive EKO pour les Caisses Régionales et PRIMO pour LCL.

Chez BPCE, le PNB du pôle Gestion d'actifs et de fortune progresse fortement (+21,5%), notamment au quatrième trimestre 2021 (+39,5% / T4 2020). Les commissions de gestion bénéficient de la croissance des encours moyens, du taux de commission, et des revenus financiers dans un contexte de croissance des indices des marchés financiers.

Une très bonne performance d'ensemble de la Banque de Grande Clientèle

Le PNB de la Banque de Grande Clientèle progresse de +10,9% sur l'ensemble des établissements. En 2021, l'activité a été très dynamique sur les métiers de financement et d'investissement, Actions et Titres. En revanche, le métier FICC (activités Taux, Crédit et Change) recule fortement par rapport à une année 2020 exceptionnellement bonne et dans un contexte plus difficile au quatrième trimestre 2021. En effet, BNP Paribas, Crédit Agricole et Société Générale évoquent une normalisation de leurs revenus par rapport à une base 2020 très élevée, en particulier sur les marchés de taux. Crédit Agricole se dit particulièrement pénalisée par un faible niveau de demande des clients. Société Générale évoque une baisse des revenus FICC (-19,2% sur 2021) malgré une hausse sur les marchés émergents. Enfin, ces revenus progressent de +4% chez BPCE, tirés par les activités de crédit en Europe et aux US, ainsi que les activités de change dans un contexte de volatilité des marchés.

Sur le métier Titres, les revenus de l'activité Securities Services de BNP Paribas sont en hausse de +5,1%, portés par une croissance forte et régulière. Le métier bénéficie notamment de la finalisation de l'acquisition de l'activité de banque dépositaire de Banco Sabadell (21 milliards d'euro d'actifs) au second trimestre 2021. Crédit Agricole évoque une bonne dynamique de l'activité de titrisation, tout comme Société Générale dont les revenus progressent de +8,4% à la faveur d'un accroissement des actifs en conservation et des actifs administrés.

Sur le métier Actions, les revenus du métier Equity & Prime Services de BNP Paribas sont multipliés par 2,5 par rapport à 2020 (+43,1% par rapport à 2019). Le groupe bénéficie d'une forte croissance des dérivés actions, d'une bonne contribution de BNP Paribas Exane au second semestre 2021 et d'une très bonne dynamique du prime brokerage. BPCE et Société Générale évoquent également un très fort redressement de leurs revenus après une année 2020 marquée par de nombreuses annulations de dividendes.

Enfin, sur les activités de financement, les revenus de Corporate Banking de BNP Paribas sont en hausse de +7,6%, en croissance dans toutes les régions. Les encours de crédit sont en augmentation régulière depuis le point bas de fin 2020. Le constat est similaire chez BPCE : +46% des revenus des métiers Investment Banking et M&A. Chez Crédit Agricole, la bonne performance des activités de financement structurés (+12%) compense la baisse des revenus de la banque de marché et d'investissement. Enfin, Société Générale réalise une excellente année 2021, tirée par les activités de M&A et de LBO.

Des banques engagées dans la poursuite de leurs initiatives en matière de RSE

Si tous les groupes insistent sur le déploiement de la finance durable et de la RSE (Responsabilité Sociale et Environnementale) à une échelle supérieure et sur l'intégration des critères ESG dans l'ensemble des métiers, les actions mises en œuvre en matière de RSE sont présentées de manière plus hétérogène.

C'est ainsi que le groupe BNP Paribas communique sur les 3 grands axes stratégiques pour accélérer la mise en œuvre de ses engagements en matière de finance durable et de responsabilité sociale et environnementale avec 5 domaines prioritaires : les investissements et les financements durables, la transition vers la neutralité carbone, l'économie circulaire, la biodiversité, et la lutte contre l'exclusion.

Le groupe précise qu'il engagera un alignement des portefeuilles pour atteindre les objectifs de neutralité carbone avec la détermination d'une trajectoire de réduction des émissions de CO2 correspondant aux financements pour les secteurs d'activité les plus fortement émetteurs et un alignement des métiers grâce à des objectifs par secteur intégrant la transition des clients.

A horizon 2025, le groupe a la volonté de mobiliser 350 milliards d'euro à travers les activités de crédits et d'émissions obligataires liées aux sujets environnementaux et sociaux, et d'atteindre 300 milliards d'euro d'investissements responsables et durables.

De son côté, le groupe Crédit Agricole communique sur son engagement pour la transition énergétique qui consiste à la fois à accompagner ses clients dans leur trajectoire de transition et à réallouer progressivement les portefeuilles de financements et d'investissements vers des actifs verts.

Dans le cadre de son Projet Sociétal, le groupe Crédit Agricole a ainsi présenté un programme décliné en 10 engagements ambitieux pour le climat, la cohésion et l'inclusion sociale, et l'agriculture.

En matière de lutte contre le changement climatique et de politique RSE, le groupe BPCE s'inscrit dans un engagement à long terme et s'est fixé des priorités stratégiques claires avec notamment :

- un objectif, à horizon 2024, de réduction de la température des portefeuilles de la Banque de Grande Clientèle (-2,5°C) et du fonds général de Natixis Assurances (-2°C) ; et

- la réduction de l'empreinte carbone du groupe par rapport à fin 2019 (-15%).

Le groupe annonce également sa volonté de réaliser au moins 3 émissions obligataires vertes ou sociales par an pendant les 4 années du plan stratégique « BPCE 2024 ».

Enfin, tout en communiquant sur la structuration de nouvelles solutions autour de l'hydrogène dans sa Banque de Grande Clientèle, le groupe Société Générale évoque l'accompagnement de ses clients dans la transition énergétique à travers toutes les chaînes de valeur et rappelle l'engagement du groupe pour la décarbonation des portefeuilles, avec un objectif d'atteinte de la neutralité carbone à horizon 2050, avec notamment :

- la réduction de l'exposition globale du groupe au secteur de l'extraction de pétrole et de gaz de 10% d'ici à 2025 par rapport à 2019 ;

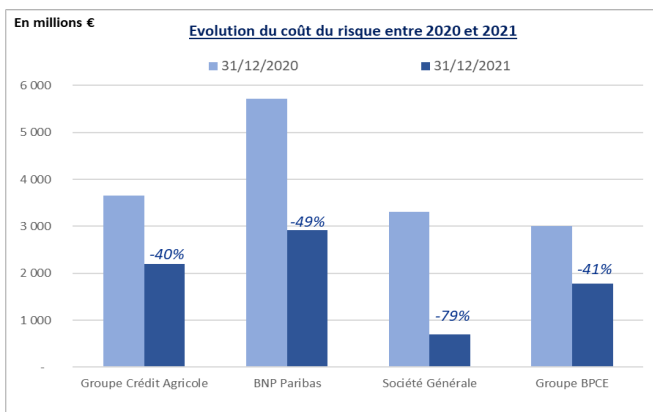
- la réduction à zéro de l'exposition du groupe au charbon à horizon 2030 dans les pays de l'UE et de l'OCDE, et dans les autres pays à horizon 2040 ;

- la réduction de l'intensité carbone du portefeuille énergétique de 18% d'ici à 2025 et de 75% d'ici à 2040 par rapport à 2019 ; et

- la réduction des émissions de CO2 du transport maritime de 40% d'ici à 2030 par le biais de l'accord Poseidon Principles.

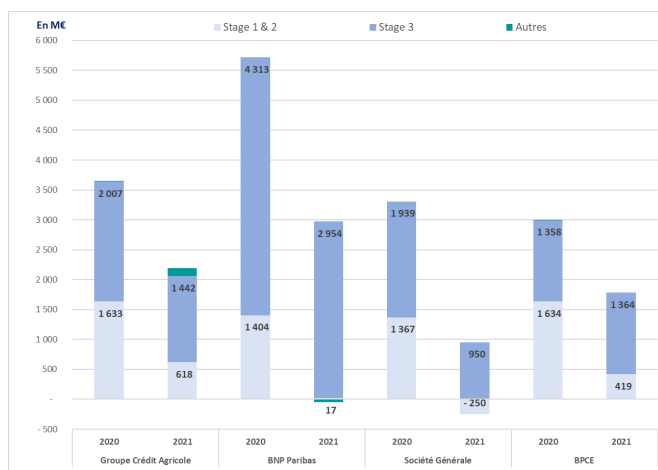
Une baisse significative du coût du risque

Le coût du risque affiche une baisse de 51%, soit environ 8,1 milliards d'euro, par rapport au 31 décembre 2020. Le niveau du coût du risque reflète l'amélioration du contexte macroéconomique en 2021 par rapport à l'année 2020, avec en 2021 une croissance moyenne du PIB de 7%. L'année 2020 avait été marquée par les périodes de confinement et par la mise à l'arrêt de l'économie pendant plusieurs mois. Néanmoins, la baisse du coût du risque demeure mesurée notamment par rapport à des établissements situés dans d'autres zones géographiques.



Source des données : états financiers, communiqués de presse et présentations investisseurs au 31 décembre 2021 et 31 décembre 2020

Ce coût du risque se décompose par Stage¹ comme suit :



Source des données : états financiers, communiqués de presse et présentations investisseurs au 31 décembre 2021 et 31 décembre 2020

La diminution du coût du risque s'observe à la fois sur les encours en S1/S2 (Crédit Agricole : dotations S1/S2 en recul de 62%, BNP : coût du risque S1/S2 proche de 0, Société Générale : reprise nette de 250 millions d'euro sur le S1/S2, BPCE : dotations S1/S2 en recul de 74%) mais également sur les encours douteux (S3) avec une diminution moyenne de 30% du coût du risque S3.

Groupe Crédit Agricole

Le coût du risque du Groupe Crédit Agricole au 31 décembre 2021 s'élève à 2 193 millions d'euro (qui inclut des éléments non récurrents sur l'Italie pour 344 millions d'euro : provisionnement complémentaire dans le cadre d'une cession de créances chez CA Italia et alignement du modèle de provisionnement de Crevall sur celui de CA Italia), soit une baisse de -40% par rapport au 31 décembre 2020 (-49% hors effets des éléments non récurrents). Le coût du risque sur encours² ressort à 18 bp au 31 décembre 2021 contre 37 bp au 31 décembre 2020.

Il est principalement composé d'une provision sur encours douteux (stage 3) de 1 442 millions d'euro et d'une provision sur encours sains (stages 1 & 2) de 618 millions d'euro (contre respectivement 2 007 et 1 633 millions au 31 décembre 2020).

La rubrique Autres reprend des éléments non ventilés par

stage (pertes sur créances irrécouvrables non dépréciées, pertes sur engagements par signature, décotes sur crédits restructurés, récupérations, etc.) et augmente à 133 millions d'euro contre 11 millions d'euro au 31 décembre 2020.

La baisse du coût du risque par rapport au 31 décembre 2020 s'observe sur tous les métiers avec des niveaux néanmoins variables : diminution de -41,9% pour les caisses régionales, -31% pour les services financiers spécialisés, respectivement -18,9% et -37,5% pour la banque de proximité internationale en Italie et autres pays et de -95% pour la banque de grande clientèle. Cette baisse reflète une situation macroéconomique plus favorable sur l'exercice.

Le taux de créances douteuses s'élève à 2%, et le taux de couverture douteux³ est de 87,5%.

BNP Paribas

Le coût du risque de BNP Paribas au 31 décembre 2021 s'élève à 2 925 millions d'euro, soit une baisse de 49% par rapport au 31 décembre 2020 (retraité des actifs en cours de cession en application d'IFRS 5 – cession de Bank of the West – présentée dans la rubrique Autres du graphique), il s'élève à 2 971 millions d'euro au 31 décembre 2021 contre 5 395 millions d'euro, soit une baisse de 45%.

Le coût du risque sur encours de début de période ressort à 34 bp au 31 décembre 2021 contre 66 bp au 31 décembre 2020. Le coût du risque retraité des actifs en cours de cession se décompose en une charge au titre des encours en défaut (strate 3) pour 2 954 millions d'euro contre 4 179 millions d'euro et d'une charge de 17 millions d'euro contre 1 216 millions d'euro sur les encours sains.

Ces évolutions s'expliquent par un nombre limité d'entrées en défaut en 2021 et un niveau marginal de provision sur encours sains en comparaison à fin 2020. Le taux de créances douteuses⁴ s'élève à 2,0% (contre 2,1% au 31 décembre 2020), et le taux de couverture des encours douteux (stage 3) est de 73,6% (contre 71,5% au 31 décembre 2020).

Société Générale

Le coût du risque de la Société Générale au 31 décembre 2021 s'élève à 700 millions d'euro, soit une baisse de l'ordre de 79% par rapport au 31 décembre 2020 (3 306 millions d'euro).

Celui-ci se compose d'une provision sur encours douteux (stage 3) de 950 millions d'euro (contre 1 939 millions d'euro au 31 décembre 2020) et d'une reprise de provision sur les encours sains (stages 1 & 2) de 250 millions d'euro (contre une dotation de 1 367 millions d'euro au 31 décembre 2020).

Cette diminution du coût du risque concerne tous les métiers avec un coût du risque global de 13bp contre 64bp au 31 décembre 2020. Les prévisions pour 2022 sont un coût du risque inférieur à 30bp.

Le taux de créances douteuses s'établit à 2,9% (3,3% fin 2020) et le taux de couverture brut des encours douteux s'élève à 51% contre 52% au 31 décembre 2020.

BPCE

Le coût du risque du Groupe BPCE au 31 décembre 2021 s'élève à 1 783 millions d'euro, soit une baisse de 41% par rapport au 31 décembre 2020. Il ressort à 23 bp contre 41 bp au 31 décembre 2020.

¹ Stage 1 (S1) : Correspond aux encours sains sans dégradation significative depuis l'origine ; Stage 2 (S2) : Correspond aux encours sains ayant subi une dégradation significative du risque de crédit depuis l'origine ; Stage 3 (S3 ou encours douteux) : Correspond aux encours en défaut.

² Le coût du risque sur encours (en points de base) sur quatre trimestres glissants est calculé sur la base du coût du risque des quatre derniers trimestres auquel est rapporté la moyenne des encours de début de période des quatre derniers trimestres.

³ Total des provisions y compris stage 1 et 2 sur encours douteux.

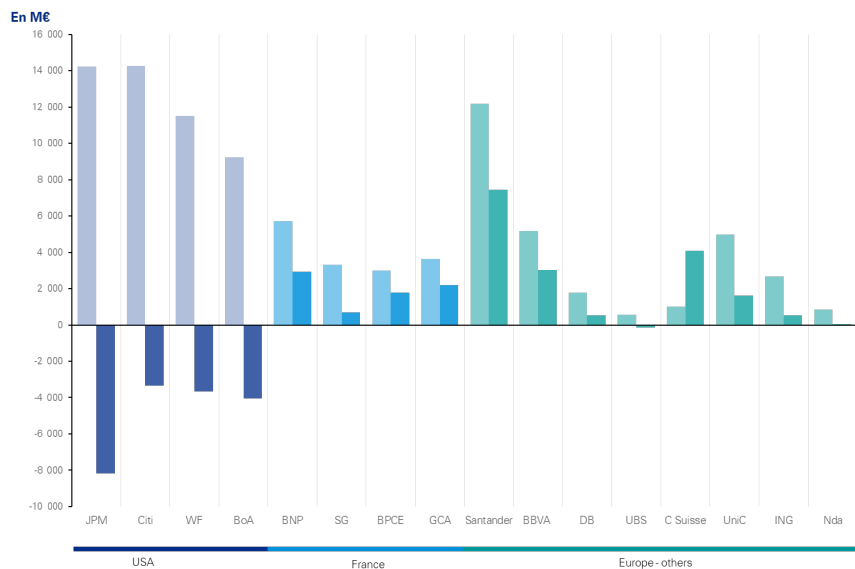
⁴ Les créances se composent du bilan et du hors bilan sur la clientèle et les établissements de crédit, y compris les titres de dette au coût amorti et les titres de dette en valeur de marché par capitaux propres (hors assurance).

Cette diminution s'observe sur les différents métiers : Banque de Proximité et Assurance -22%, Banque de Grande Clientèle -80%.

Au 31 décembre 2021, il est composé d'une provision sur encours douteux (stage 3) de 1 364 millions d'euro et d'une provision sur les encours sains (stages 1 & 2) de 419 millions d'euro (contre respectivement 1 358 et 1 634 millions au 31 décembre 2020).

Le taux de créances douteuses s'élève à 2,4% contre 2,5% au 31 décembre 2020.

Vision de l'évolution du coût du risque de crédit entre le Q4 2020 et le Q4 2021 sur un échantillon de banques



Source des données : états financiers, communiqués de presse et présentations investisseurs au 31 décembre 2021, 30 septembre 2021 et 31 décembre 2020

Etats-Unis

Sur l'exercice 2021, les banques américaines de notre panel ont enregistré d'importantes reprises de provisions, justifiées notamment par l'amélioration continue de l'environnement macroéconomique par rapport à l'année dernière, qui fut exceptionnelle en raison de l'émergence de la crise sanitaire mondiale. Citigroup et Bank of America mentionnent également l'amélioration de la qualité de leur portefeuille de prêts.

Au total, les reprises de provisions pour les quatre banques étudiées représentent 19,2 milliards d'euro (21,7 milliards de dollar) contre une dotation de 49,2 milliards d'euro (60,4 milliards de dollar), soit, hors effet de change environ un tiers des dotations enregistrées sur l'exercice 2020.

Royaume Uni

A la date de publication de notre étude, aucune des banques anglaises de l'échantillon n'a publié ses comptes du 4ème trimestre 2021.

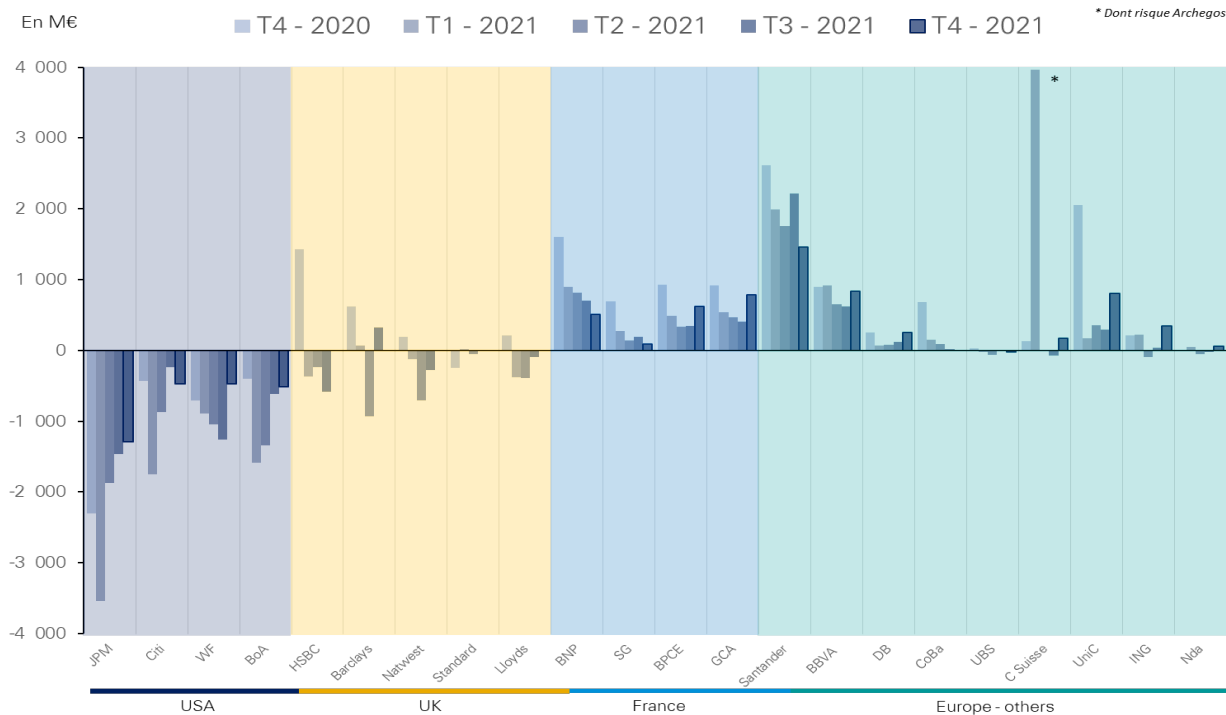
Europe-Autres

A la date de notre publication, les données T4 2021 ne sont pas disponibles pour Commerzbank.

Les banques européennes (hors banques françaises et hors risque Archegos* pour Crédit Suisse) affichent également une nette diminution du coût du risque sur l'exercice 2021 (-55%). Cette diminution significative est liée aux niveaux de dotation exceptionnellement élevés au 31 décembre 2020 dans le contexte de crise sanitaire. La plupart des banques a repris une partie des dépréciations constituées au titre des ajustements post-modèles.

* Pour rappel, le groupe Crédit Suisse enregistre une augmentation consécutive de son coût du risque, multiplié par plus de 4 au T3 2021 en raison des provisions liées au défaut du fonds Archegos fin mars 2021. Néanmoins, exclusion faite de ce risque, Crédit Suisse serait en situation de dotation nette de 78 millions d'euro au 31 décembre 2021 (contre un coût du risque affiché avec le risque Archegos de 4 070 millions d'euro).

Dynamique du coût du risque depuis le T4 2020 :



Source des données : états financiers, communiqués de presse et présentations investisseurs au 31 décembre 2021, 30 septembre 2021 et 31 décembre 2020

Les dynamiques de provisionnement sont très différentes selon les zones géographiques.

Les banques américaines sont en reprise nette sur les 5 derniers trimestres. Les reprises en dollar effectuées sur l'exercice 2021 représentent environ 33% du coût du risque de l'exercice 2020.

Les banques anglaises ont commencé à passer en reprise nette à compter du 1er trimestre 2021.

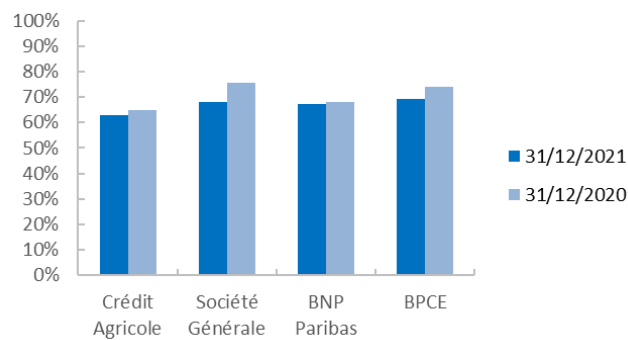
A la date de publication de notre étude, aucune des banques anglaises de l'échantillon n'a publié ses comptes du 4ème trimestre 2021 (c'est également le cas de la banque allemande Commerzbank).

Pour ce qui concerne la zone euro, y compris les banques françaises, les banques restent globalement sur une dynamique de dotation nette. Uni Credit, ING, Deutsche Bank, Nordea et BBVA affichent un niveau de dotation en hausse au 4ème trimestre 2021 et beaucoup plus élevé que les trimestres précédents. Cette évolution sur le T4 2021 porte principalement sur des dossiers déjà en défaut (stage 3) alors que les overlays enregistrés précédemment sont progressivement réduits dans un contexte de réduction des incertitudes liées à la pandémie.

Des frais de gestion maîtrisés

Malgré des investissements significatifs ciblés réalisés par tous les établissements visant à accompagner la croissance et l'investissement, la rentabilité moyenne s'améliore de 376 points de base par rapport à 2020, avec un coefficient d'exploitation moyen qui atteint 66,8% au 31 décembre 2021, grâce à un effet de ciseaux positif lié à une progression des revenus supérieure à celle des charges.

Coefficient d'exploitation



Source des données : communiqués de presse et slides investisseurs au 31 décembre 2021

A l'exception du groupe Crédit Agricole, tous les groupes font état de la hausse de leur contribution au Fonds de Résolution Unique européen, du fait de l'augmentation significative des dépôts. Les contributions, d'un montant total à 2,4 milliards d'euro (soit une hausse de 11% par rapport à 2020), sont réparties comme suit :

Contribution FRU (M€)	31/12/2021	31/12/2020	Variation
BNP Paribas	967	760	207
Société Générale	586	470	116
BPCE	421	400	21
Crédit Agricole	479	562	-83
Total	2453	2192	261

Source des données : communiqués de presse et slides investisseurs au 31 décembre 2021

Malgré la hausse de cette contribution, la rentabilité opérationnelle s'améliore.

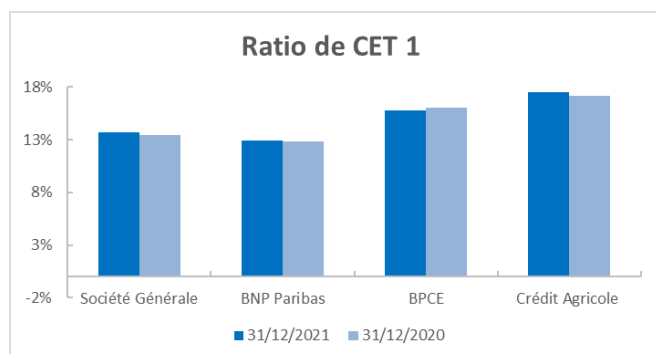
Bien que les frais de gestion du groupe BNP Paribas soient impactés par les coûts liés à l'arrêt ou la restructuration de certaines activités (notamment chez CIB), par les coûts d'adaptation avec les mesures d'adaptation liées notamment à Wealth Management, CIB et BancVest et par des coûts de renforcement informatique, le coefficient d'exploitation s'améliore grâce à une progression des revenus supérieure à celle des charges.

De même, malgré une augmentation des frais généraux observée dans le groupe Crédit Agricole en raison de la poursuite des investissements, notamment pour le développement de Amundi Technology, le coefficient d'exploitation s'améliore grâce à un effet de ciseaux positif.

Enfin, dans les groupes Société Générale et BPCE, et en dépit d'une croissance des charges d'exploitation qui augmentent en lien avec l'augmentation des coûts variables liés au développement des activités, la rentabilité opérationnelle s'améliore, la progression des revenus étant plus rapide que celle des charges.

Une structure financière solide

Malgré l'environnement économique incertain généré par la crise sanitaire, l'augmentation continue des ratios de Common Equity Tier 1 (CET1) illustre la solide génération de capital pour l'ensemble des groupes et souligne leur capacité à gérer leur bilan en respectant les obligations réglementaires. En effet, le ratio de CET 1 est de nouveau renforcé, celui-ci passant en moyenne de 14,85% au 31 décembre 2020 à 14,98% au 31 décembre 2021, soit une progression de 0,9% sur un an.



Source des données : communiqués de presse et slides investisseurs au 31 décembre 2021

Bien que les mesures d'assouplissement mises en place par la BCE en mars 2020 dans le cadre de la crise sanitaire soient toujours d'actualité en matière de solvabilité, les établissements ne les ont pas activées et continuent d'afficher des ratios qui intègrent les coussins de fonds propres relâchés temporairement jusqu'à nouvel ordre (coussin de conservation, coussin contracyclique, P2G et P2R).

Compte tenu des résultats de l'année et du niveau des ratios réglementaires, les groupes annoncent les distributions de dividendes suivantes :

- BNP Paribas : 3,67 € par action, payé en numéraire, soit une distribution de 50% du résultat 2021. Ce versement portera le taux de distribution total au titre de l'année 2021 à 60%, compte tenu du programme de rachat d'actions de 900 millions d'euro, exécuté entre le 1er novembre 2021 et le 6 décembre 2021, qui équivaut à une distribution complémentaire de 10% du résultat 2021 ;

- Société Générale : 2,75 € (dont 1,65 € payé en numéraire et 1,10 € par action) soit un taux de distribution de 50% intégrant le programme de rachat d'actions envisagé par le groupe pour un montant total de 915 millions d'euro ;

- Crédit Agricole SA : 1,05 € par action en numéraire incluant 20 centimes au titre du rattrapage sur le dividende 2019 non distribué (sur 40 centimes), soit un taux de distribution de 50%. Le groupe communique sur la finalisation du 2ème volet de rachat d'actions pour 500 millions d'euro.

Par ailleurs, les ratios TLAC sont une nouvelle fois communiqués par tous les groupes au 31 décembre 2021 :

- BPCE : 24,8% des risques pondérés ;

- Crédit Agricole : 26,3% des risques pondérés et 8,7% de l'exposition en levier ;

- Société Générale : 31,1% des risques pondérés et 9,5% de l'exposition en levier ;

- BNP Paribas : 26% des risques pondérés et 7,6% de l'exposition en levier.

Les niveaux de MREL sont également communiqués par trois établissements au 31 décembre 2021 :

- BPCE : 31,1% des risques pondérés ;

- Crédit Agricole : 30,5% des risques pondérés ;

- Société Générale : 25,2% des risques pondérés.

Enfin, tous les établissements présentent un ratio de levier supérieur au minimum réglementaire de 3% applicable depuis le 30 juin 2021⁵.

Ratio de levier (%)	31/12/2021	31/12/2020
Société Générale	4,9%	4,7%
BNP Paribas	4,1%	4,9%
BPCE	5,8%	5,6%
Crédit Agricole	6,1%	6,1%

Source des données : communiqués de presse et slides investisseurs au 31 décembre 2021

Des réserves de liquidité confortables

La forte augmentation des réserves de liquidité observée ces derniers trimestres se poursuit, avec un montant total de réserves sur les quatre établissements de 1 475 millions d'euro au 31 décembre 2021 contre 1 420 millions d'euro au 31 décembre 2020.

Par ailleurs, tous les groupes affichent un ratio de LCR nettement supérieur à l'exigence réglementaire de 100% au 31 décembre 2021 :

Ratio LCR (%)	31/12/2021	31/12/2020
Société Générale	129%	149%
BNP Paribas	143%	154%
BPCE	158%	166%
Crédit Agricole	171%	149%

Source des données : communiqués de presse et slides investisseurs au 31 décembre 2021

Dans le contexte de crise sanitaire, le niveau des ratios LCR sont en ligne avec le recours aux tirages T-LTRO 3 auprès de la Banque Centrale Européenne.

Enfin, tous les groupes communiquent sur leur politique prudente en matière de refinancement à moyen long terme, avec un accès très diversifié aux marchés, en termes de base investisseurs et de produits.

⁵ La baisse significative observée dans le groupe BNP Paribas est liée à la décision du groupe de ne plus prendre en compte l'exemption temporaire des dépôts auprès des banques centrales en 2021 dans le calcul du ratio de levier.

Des banques résolument engagées dans le déploiement de leurs plans stratégiques

Dans un contexte économique qui reste incertain et un environnement réglementaire contraignant, tous les groupes réaffirment leur volonté de poursuivre leur plan de transformation avec détermination pour continuer à accompagner leurs clients dans leur développement et dans l'accélération de leur transition écologique tout en créant de la valeur pour leurs actionnaires.

Fort de son modèle pour mettre en œuvre son plan stratégique Growth, Technology & Sustainability 2025, le groupe BNP Paribas se dit pleinement mobilisé pour générer de la croissance durable avec un objectif de ROTE supérieur à 11 % à horizon 2025, tout en intégrant de manière industrielle les dimensions environnementales et sociales dans toutes les activités de la banque.

Tout en communiquant sur l'avancement de chantiers structurants (fusion des réseaux de banque de détail Société Générale et Crédit du Nord, entrée en discussion exclusive pour le rachat de Leaseplan par ALD et d'ING par Boursorama), le groupe Société Générale entend exécuter avec discipline sa feuille de route fortement créatrice de valeur et d'en finaliser les contours en accélérant les transformations autour des enjeux ESG et des nouvelles technologies.

De son côté, le groupe BPCE communique sur sa volonté d'achever sa transformation en simplifiant son organisation, pour engager dans les meilleures conditions son plan stratégique et devenir un groupe bancaire coopératif de premier plan, proche du terrain et innovant, en phase avec les enjeux sociétaux.

Enfin, et alors même que le groupe Crédit Agricole ne présentera que le 22 juin 2022 son nouveau plan de développement 2025, les objectifs financiers annoncés pour Crédit Agricole SA dans le cadre du Plan Moyen Terme à horizon 2022 ont été atteints avec un an d'avance dès le 31 décembre 2021.

Méthodologie de l'analyse

KPMG a réalisé une analyse comparative des communiqués de presse et des slides investisseurs des principaux groupes bancaires français publiés au 31 décembre 2021 : BNP Paribas, Société Générale, BPCE et Crédit Agricole.

Ces communiqués ont été publiés par les groupes bancaires aux dates suivantes :

- 8 février 2022 : BNP Paribas
- 10 février 2022 : Société Générale
- 10 février 2022 : BPCE
- 10 février 2022 : Crédit Agricole.

Contact

Arnaud Bourdeille

Associé

Responsable du secteur banque

Les informations contenues dans ce document sont d'ordre général et ne sont pas destinées à traiter les particularités d'une personne ou d'une entité. Bien que nous fassions tout notre possible pour fournir des informations exactes et appropriées, nous ne pouvons garantir que ces informations seront toujours exactes à une date ultérieure. Elles ne peuvent ni ne doivent servir de support à des décisions sans validation par les professionnels ad hoc. KPMG S.A. est le membre français de l'organisation mondiale KPMG constituée de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (« private company limited by guarantee »). KPMG International et ses entités liées ne proposent pas de services aux clients. Aucun cabinet membre n'a le droit d'engager KPMG International ou les autres cabinets membres vis-à-vis des tiers. KPMG International n'a le droit d'engager aucun cabinet membre.

© 2022 KPMG S.A., société anonyme d'expertise comptable et de commissariat aux comptes, membre français du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (« private company limited by guarantee »). Tous droits réservés. Le nom et le logo KPMG sont des marques utilisées sous licence par les cabinets indépendants membres de l'organisation mondiale KPMG. [Imprimé en France] [A usage interne].

Crédit photos : Shutterstock, iStock, Gettyimages, freepik, Unsplash